



Les marchés nord-américains de l'énergie : coopération dans un contexte mondial

Discours de l'honorable Jim Prentice, C.P., C.R.

Premier vice-président à la direction et vice-président du conseil, Banque CIBC

Financial Times Forum: Focus on Canada

New York (New York)

Le 13 mars 2013

Priorité au discours prononcé

On m'a demandé de vous parler ce matin du Canada comme leader dans le secteur de l'énergie et de vous donner mon opinion sur le bilan d'approvisionnement en énergie en Amérique du Nord à l'heure actuelle. On ne peut pas le faire sans parler des rapides innovations industrielles et technologiques en cours dans le secteur énergétique.

Je parlerai aussi, comme vous pouvez l'attendre d'un ancien ministre canadien, de la nécessité d'innover en matière de politique publique aussi bien au Canada qu'aux États-Unis en ce qui a trait à l'énergie, au changement climatique et à l'environnement.

Étant donné par ailleurs que je me trouve à New York et que le *New York Times* a une fois de plus fait part au début de la semaine de son opinion au sujet de l'oléoduc de Keystone, je ferai aussi part de mon opinion à ce sujet.

Je crois fermement que le président Obama devrait approuver l'oléoduc Keystone XL parce qu'il est tout simplement dans « l'intérêt national » des États-Unis.

Je le dis parce que l'Amérique du Nord se rapproche rapidement de son indépendance future en matière d'énergie et parce que les sables bitumineux du Canada font partie intégrante du marché énergétique nord-américain.

Ces ressources garantiront l'approvisionnement du Canada et des États-Unis et elles leur donneront un avantage compétitif à l'échelle mondiale pendant des générations à venir.

Cela représente, à mon avis, un prix qui vaut bien la peine d'être poursuivi.

Les producteurs de pétrole et de gaz passent par une période extrêmement importante et instable, car de nouvelles technologies facilitent l'augmentation de la production et nos relations continentales sont de plus en plus exposées au marché mondial et en subissent l'influence.

Nous constatons les bienfaits de l'innovation dans la façon non seulement dont nous extrayons des ressources du sol – mais aussi dont nous en réduisons les effets sur notre environnement.

Je commence cependant, comme cela se doit pour toute discussion au sujet de l'innovation, par le marché lui-même, car les marchés libres sont le creuset de l'innovation.

Nous avons bénéficié en tant que Nord-Américains du marché énergétique le plus important, le plus efficace et le plus prospère du monde. Ces marchés sont à la base de notre prospérité des deux côtés de la frontière et nous sommes peut-être devenus trop sûrs de leurs avantages.

C'est un marché dynamique, en évolution rapide, novateur et qui réagit toujours aux moindres signaux des marchés mondiaux et des décideurs politiques.

Ces marchés changent rapidement. Ils réagissent avec une rapidité stupéfiante aux possibilités que présentent les changements dans la technologie ainsi qu'aux variations de l'offre et de la demande.

Ils réagissent aussi avec la même rapidité et de manière négative aux plus grands risques que présentent les incertitudes politiques et réglementaires.

Ce qui me frappe le plus, c'est la rapidité avec laquelle le marché énergétique nord-américain réagit aux changements dans le marché mondial. Ces marchés sont au-dessus des capacités des analystes les mieux habiles à prédire des résultats.

Laissez-moi vous donner quelques exemples.

- Le Canada et les États-Unis ont augmenté leur production de gaz naturel et, maintenant, de pétrole aussi bien plus rapidement que prévu.
- Le remplacement d'autres combustibles, le charbon en particulier, par le gaz naturel survient plus rapidement en Amérique du Nord.
- La production continentale de pétrole a effectivement mis fin aux importations des États-Unis de pétrole brut léger non corrosif, surtout en provenance d'Afrique, dans ce cas-là également plus rapidement que prévu.
- Dans l'Ouest du Canada, les installations de valorisation du bitume de Syncrude et de WCS sont sur le point de déplacer sur le continent les importations de pétrole brut lourd en provenance du Moyen-Orient, du Mexique et du Venezuela.
- Les consommateurs américains et canadiens améliorent plus rapidement leur consommation d'hydrocarbures raffinés grâce aux normes d'efficacité énergétique des véhicules.
- Le Canada vise énergiquement à devenir à l'avenir un fournisseur mondial de gaz naturel liquéfié à l'Asie-Pacifique, quelque chose d'inconcevable il y a quelques années.
- Les flux continentaux d'hydrocarbures en réponse aux réalités sur le marché sont inexorables et on transporte maintenant à travers l'Amérique du Nord une plus grande quantité de pétrole par wagons, ce qui évite les goulots d'étranglement dans les oléoducs;

- et le Canada vise énergiquement à approvisionner l'Asie-Pacifique en pétrole brut après 2017, ce qui était inimaginable il y a quelques années.

Le rythme des changements politiques s'accélère aussi.

La situation a changé du tout au tout ici aux États-Unis au cours des derniers mois à la suite de la réélection du président Obama et des signaux qu'il a émis en faisant un certain nombre de nominations, entre autres aux postes de secrétaire d'État et de secrétaire de l'Énergie et à la direction de l'agence américaine de protection de l'environnement.

Le président a évidemment l'intention de relancer le programme d'énergie propre, avec lequel il avait entamé son premier mandat, et de le faire adopter pas nécessairement par le Congrès, mais en utilisant davantage les pouvoirs exécutifs dont il dispose, y compris des mesures réglementaires, la persuasion verbale et des accords internationaux.

Les preuves préliminaires portent certainement à croire que le gouvernement Obama prendra ses décisions relatives à l'énergie en prêtant une plus grande attention à ses effets potentiels sur le changement climatique et sur l'environnement en général.

On peut difficilement exagérer l'importance de cette nouvelle réalité pour le Canada, en ce qui a trait non seulement à la décision définitive du gouvernement au sujet de l'oléoduc de Keystone XL, mais à tous les aspects des relations énergétiques que nous entretenons avec notre plus important client, qui est aussi dans bien des cas le seul.

Comment est-ce que tout cela cadre avec le potentiel énergétique du Canada pour les années et les décennies à venir?

Il y a, à mon avis, trois importants objectifs que le Canada et les États-Unis doivent essayer d'atteindre au cours des prochaines années.

Le Canada et les États-Unis doivent en premier lieu renforcer le cadre politique du marché énergétique continental.

Le premier ministre et le président pourraient se servir du Dialogue sur l'énergie propre pour ces discussions, car il facilite la résolution des points épineux qui se dessinent au sujet de l'énergie et de l'environnement.

Nous ne devons jamais oublier que nos deux pays partagent le plus important système de marché libre et de libre-échange du monde en matière d'énergie – et que ce système a contribué pendant des dizaines d'années à la prospérité des deux côtés de la frontière.

Cette relation est bien trop importante pour qu'on la considère comme acquise à jamais.

Nous avons réalisé au cours des dernières années des progrès sur d'importants dossiers, notamment le succès que nous avons remporté en harmonisant les normes de consommation de carburant pour automobiles et camions qui réduit déjà les émissions de gaz à effet de serre. Si on s'en sert comme référentiel, nous pourrions

alors entreprendre l'harmonisation au complet du réseau de transport général et appliquer des normes continentales aux secteurs ferroviaire et aéronautique.

Le Canada a fait des progrès extraordinaires en éliminant graduellement ses centrales électriques alimentées au charbon. Les États-Unis poursuivent une politique similaire.

Mais nous avons aussi constaté l'émergence de normes infranationales qui menacent la vitalité de notre marché continental de l'énergie et pourraient dans un certain sens violer l'esprit et la lettre de l'ALENA.

Nous le constatons dans le secteur de l'énergie renouvelable, où de nombreuses administrations américaines mettent au point des normes obligatoires qui excluent l'hydroélectricité canadienne, une source d'électricité abondante et bon marché. On a estimé qu'il serait possible, en l'absence de ces restrictions, de produire et d'utiliser 25 000 MW d'hydroélectricité canadienne au cours des 25 prochaines années, ce qui écologiserait considérablement notre système électrique continental.

Nous le constatons aussi dans la décision prise par des douzaines d'administrations américaines d'élaborer leurs propres normes sur les combustibles à faibles émissions de carbone. Bon nombre de ces normes, si jamais elles sont appliquées, excluraient le pétrole brut des sables bitumineux, ce qui, même compte tenu de l'augmentation de la production de pétrole aux États-Unis et de la diversité de ses fournisseurs, est difficilement applicable sinon impossible.

Même si la géographie, la structure industrielle et la démographie nous obligent à innover à bien des égards, le Canada et les États-Unis tireront des avantages économiques de l'alignement de nos politiques énergétiques et environnementales.

Si les gouvernements désirent vraiment adopter des normes nord-américaines pour carburants à faibles émissions de carbone, nous devrions en négocier une et faire en sorte qu'elle s'applique à chaque baril de pétrole qui débarque sur notre continent.

Il semble que nous nous dirigeons pour le moment vers le pire des mondes : une prolifération de différentes normes infranationales qui s'appliquent à certaines formes d'énergie, mais pas à d'autres; à certaines énergies renouvelables, mais pas à d'autres.

Les relations que nous avons nouées au fil de dizaines d'années dans le domaine de l'énergie définissent parfaitement une relation mutuellement avantageuse. Les États-Unis sont assurés de l'approvisionnement en provenance du Canada.

Le Canada a accès sans restrictions au marché américain. C'est ce qui a contribué à renforcer nos deux économies.

Les marchés libres donnent des résultats impressionnants lorsqu'on leur laisse libre cours. Les Américains le savent mieux que quiconque. Ils s'en sont constamment rendu compte tout au long de leur histoire.

Selon moi, le Canada et les États-Unis doivent revenir aux principes du libre-échange inscrits dans l'ALENA et nous devons aborder des questions d'ordre énergétique dans une perspective continentale. Nous permettons actuellement que des facteurs étrangers au marché réduisent l'efficacité de notre marché énergétique juste au

moment où des changements technologiques et des innovations nous obligent à nous concentrer sur les possibilités d'indépendance de l'Amérique du Nord en matière d'énergie.

Le deuxième objectif que le Canada et les États-Unis doivent viser en commun, c'est de nous positionner en tant que chefs de file mondiaux en matière de production d'énergie et de performances environnementales.

Comme je l'ai dit à plusieurs reprises, dans un monde qui accorde une importance primordiale aux questions liées à l'énergie en général et au changement climatique en particulier, le leadership en matière d'énergie et le leadership en matière de protection de l'environnement sont les deux côtés de la même médaille.

Même si on peut difficilement le faire valoir au vu des débats passionnés auxquels ont donné lieu des projets comme Keystone, je dirais une fois de plus que le Canada et les États-Unis ont en commun des objectifs et des ressources et aussi un bassin atmosphérique et des cours d'eau qui transcendent leurs frontières.

Il est dans notre intérêt de collaborer et une fois de plus le Dialogue sur l'énergie propre pourrait se révéler un précieux outil pour poursuivre des politiques environnementales qui sont dans notre intérêt mutuel.

Encore une fois, il reste du travail à faire et des progrès à accomplir. Cependant, si nous reportons nos regards au-delà d'une dizaine d'années, l'Amérique du Nord est tout à fait en mesure de disposer de la meilleure infrastructure énergétique du monde en ce qui a trait à la production et à l'approvisionnement.

Qu'est-ce que j'entends par la « meilleure infrastructure » dans le contexte du Canada?

J'entends par là une industrie de sables bitumineux qui cause moins d'effets importants et produit trois millions de barils de pétrole par jour d'une manière écologiquement viable.

Des progrès ont été réalisés au cours des dernières années au sujet de la réduction des émissions et, franchement, il y en a certains dans le secteur qui sont en avance sur le gouvernement parce qu'ils sont clairvoyants et penchent pour l'adoption d'un modèle plus viable d'extraction de pétrole des sables bitumineux.

Je veux dire par là le système électrique le plus propre du monde, entièrement ou pratiquement sans charbon, et un important fournisseur d'hydroélectricité propre au Nord-Est de l'Amérique.

Pour votre information, je ferais remarquer que certains au Canada trouvent particulièrement exaspérant que nos amis américains s'en tiennent aux émissions actuelles et futures des sables bitumineux, alors qu'ici aux États-Unis des centaines de centrales électriques alimentées au charbon encore en activité causent bien plus de dommages à l'environnement.

Je veux dire aussi un certain nombre de terminaux de gaz naturel liquéfié le long de la côte de la Colombie-Britannique à partir desquels le gaz naturel liquéfié sera transporté à travers le Pacifique.

L'importance d'une industrie canadienne de gaz naturel liquéfié en plein essor, qui expédie du gaz naturel en Asie, transcende nos préoccupations nationales. Si l'objectif que nous avons en commun consiste vraiment à nous pencher sur le changement climatique à l'échelle mondiale – et à faire les plus gros efforts possibles vers la réalisation de cet objectif – la diminution du nombre des centrales alimentées au charbon en Chine et ailleurs pourrait être un bon premier pas.

On n'a qu'à jeter un coup d'œil sur les récentes prises de vue du ciel au-dessus de Pékin pour comprendre les effets que pourrait avoir un approvisionnement fiable en gaz naturel, le combustible fossile le plus propre.

Les sables bitumineux, l'électricité, le gaz naturel liquéfié – le Canada avance avec détermination et un sens de ses responsabilités sur tous ces fronts. Si nous parvenons, en tant que nation, à poursuivre sur notre lancée, l'industrie qui en résultera non seulement renforcera notre succès économique, mais elle rehaussera également la réputation du Canada comme puissance en énergie propre et bon citoyen mondial.

Le troisième point que je voudrais signaler, c'est que même si les relations entre le Canada et les États-Unis sont en général harmonieuses, elles ne seront jamais identiques. Les États-Unis sont un important producteur d'hydrocarbures et leurs politiques sont déterminées par un engagement à l'égard de la diversité de l'approvisionnement sur le marché.

Le Canada est un exportateur d'hydrocarbures et ses politiques doivent par conséquent viser la diversité de ses marchés.

J'en ai longuement parlé.

La demande future proviendra de l'Asie et non de l'Amérique, et même si le destin a favorisé le Canada avec une abondance de pétrole et de gaz naturel, cette abondance ne signifie pas grand-chose si nous n'arrivons pas à acheminer ces ressources à ceux qui veulent en acheter.

Même si je viens d'énoncer le travail que nos deux pays doivent accomplir en commun, le Canada doit construire les pipelines et l'infrastructure nécessaires pour transporter notre pétrole au Pacifique et au-delà, vers l'Asie. Cela doit n'être rien de moins qu'une priorité nationale, parce que la prospérité du Canada dépend dans une si grande mesure de notre capacité à tirer le meilleur parti de nos richesses naturelles.

Je veux bien faire comprendre que je ne suggère pas pour un instant que notre meilleur ami pourrait être autre que notre meilleur client pour notre énergie.

Nous avons les ressources et nous bénéficions de la proximité; les États-Unis, en revanche, exigeront encore un approvisionnement en énergie sûr, garanti et fiable. Cependant, notre pays est sur le point de produire plus de pétrole que jamais auparavant et l'augmentation de la croissance aura lieu au-delà de notre continent. C'est une réalité que le Canada ne peut tout simplement pas se permettre d'ignorer.

Tout cela me ramène à l'oléoduc de Keystone.

Comme je l'ai indiqué au début de ce discours, j'espère que le président Obama approuvera l'oléoduc de Keystone parce que c'est dans « l'intérêt national » des États-Unis.

Comme l'a fait remarquer le président, la révolution énergétique en cours aux États-Unis est d'une importance capitale.

L'augmentation de la production de gaz naturel et de pétrole aux États-Unis résultant des innovations technologiques promet aux États-Unis un avenir plus sûr, plus prospère et, si elle est gérée comme il faut, plus écologique que par le passé.

À mon avis, nous commençons seulement à percevoir l'envergure de ce qui est en cours, un avenir dans lequel l'indépendance énergétique de l'Amérique du Nord et la qualité de notre environnement nous donneront un avantage compétitif définitif dans le marché mondial.

Mais ce marché énergétique et les ressources qui nous donneront cette liberté énergétique ne sont pas américains, ils sont nord-américains, et nous devons collaborer à la concrétisation de ses promesses.

D'ailleurs, les industries, les technologies et les innovations qui sont à la base du marché énergétique ne sont pas tout simplement américaines, elles sont nord-américaines.

Durant le temps qui s'est écoulé depuis les négociations qui ont abouti à la signature de l'Accord de libre-échange nord-américain il y a une génération, les Canadiens et les Américains ont mis au point le marché énergétique le plus intégré du monde. Il n'est ni désirable ni pratique d'exclure le plus important élément de cette abondance de ressources, les sables bitumineux, du marché américain. Si l'exploitation de ces ressources soulève des questions d'ordre environnemental, nous devrions alors en discuter et essayer de les résoudre.

Les sables bitumineux du Canada, exploités de manière responsable, sont l'un des actifs d'une importance cruciale qui donneront aux Canadiens et aux Américains la liberté dont je parle.

Refuser d'approuver le projet de Keystone, comme le département d'État l'a fait remarquer la semaine dernière dans sa déclaration supplémentaire sur les effets sur l'environnement, *Supplemental Environmental Impact Statement*, n'aura pas d'effet sur le rythme d'exploitation des sables bitumineux et ne freinera pas non plus la demande aux États-Unis de pétrole brut lourd.

Ce refus amoindrira cependant l'efficacité du marché nord-américain et obligera les producteurs canadiens et américains de pétrole à transporter leur production de manière encombrante par rail et il donnera un avantage compétitif artificiel à des producteurs de pétrole qui sont des pays moins démocratiques et moins orientés vers le marché.

Une telle décision nous éloignera en effet de la sécurité énergétique de l'Amérique du Nord.

J'ai collaboré avec le gouvernement de M. Obama à titre de principal intermédiaire canadien dans le Dialogue sur l'énergie propre et je reconnais sans hésitation que le

président et ses conseillers souhaitent sincèrement écologiser le système énergétique des États-Unis.

Je ferais toutefois remarquer que l'interdiction de la construction d'un oléoduc pour le transport du pétrole canadien forcerait le marché américain à remplacer le pétrole canadien par des produits lourds comparables d'autres pays moins démocratiques, qui n'appliquent pas les normes modernes de protection de l'environnement et n'ont pas adopté un régime quelconque relativement aux émissions de gaz à effet de serre, et n'avancerait nullement la cause.

Le Canada est une démocratie robuste et stable, et un allié des États-Unis. C'est le pays avec lequel les États-Unis ont collaboré à la création de marchés libres, de possibilités économiques et d'une responsabilité environnementale en commun. Les sables bitumineux sont une ressource qui renforce nos capacités énergétiques à l'échelle continentale au lieu de les affaiblir.

En ce qui nous concerne, le Canada doit se positionner non seulement comme fournisseur d'énergie stable et fiable, mais aussi comme puissance en matière d'énergie propre et chef de file mondial d'une production écologiquement viable – pas tout simplement pour apaiser ceux qui le critiquent, mais afin d'être mieux placé pour tirer profit de ses ressources naturelles dans une époque plus soucieuse de la protection de l'environnement.

En tenant cela à l'esprit, je ferais valoir que le secteur et le gouvernement du Canada doivent promouvoir énergiquement ce que nous en tant que pays accomplissons bien dans une perspective environnementale – et l'innovation qui aide à réduire davantage les émissions de gaz à effet de serre des sables bitumineux.

Je ferais remarquer que le ministre des Ressources naturelles du Canada l'a fait tout juste la semaine dernière dans des discours prononcés à Chicago et à Houston. Je suis tout aussi frustré que lui de voir comment, contre toute évidence, certains décideurs politiques et experts aux États-Unis et ailleurs épinglent les sables bitumineux comme une menace pour l'environnement.

En fait, le régime réglementaire en place au Canada est plus exhaustif que n'importe quoi d'autre dans pratiquement n'importe quel autre pays producteur et exportateur de pétrole brut. En outre, il est certainement aussi rigoureux que le régime qui s'applique aux États-Unis à la production de pétrole brut.

Dans le même ordre d'idées, nous au Canada, nous devons reconnaître en toute franchise les progrès qui restent à faire. On peut, et on doit, en faire davantage. Nous devons maintenir des cibles et des mesures de référence exactes relativement aux effets sur l'eau, l'air et le sol, et nous aurons besoin de données crédibles et scientifiques comme preuves du succès.

Le secteur canadien et les gouvernements fédéral et provinciaux ont manifesté énergiquement leur engagement à cette tâche.

Le destin nous a favorisés, en tant que continent, avec une abondance de ressources naturelles. Nous avons été chanceux sur le plan géographique et en tant que voisins nous avons noué le partenariat le plus solide en matière d'énergie et de protection de l'environnement.

Nous devons poursuivre sur cette voie.

La prospérité n'est jamais un droit de naissance. Ce n'est qu'avec prévision, en faisant des choix judicieux et en déployant de gros efforts que le Canada et les États-Unis arriveront à tirer pleinement profit des avantages de notre partenariat. Et ce devoir s'applique à nous tous – des deux côtés de la frontière.

Merci.